



Maurice Kamto est contraint de vivre enfermé derrière les hauts murs de sa résidence au quartier Santa Babara, Yaoundé, capitale politique du Cameroun.

Des fourgonnettes de la gendarmerie et de la police sont stationnées depuis plus d'une semaine à l'entrée de la résidence de Maurice Kamto à Yaoundé, bloquant toute entrée et sortie des personnes.

Dans un communiqué rendu public jeudi 24 septembre, l'homme politique rapportait que ce phénomène s'étend à d'autres cadres du MRC, à l'instar de Tirane Balbine Noah, Okala Ebode, Me Christopher Ndong ou encore Albert Dzongang.

Maurice Kamto a par ailleurs demandé la libération immédiate et sans condition de toutes les personnes arrêtées avant pendant et après la manifestation pacifique du 22 septembre, et a ordonné en même temps la cessation d'épuration politique.

Malgré tout, l'avocat-politicien maintient la pression sur le régime de Yaoundé. Il a annoncé sur son compte Twitter que les marches appelant au départ de Paul Biya doivent continuer, si jamais ce dernier organise finalement les élections régionales sans la réforme du système électoral et la résolution de la crise anglophone.

Son avocat Robert Amsterdam, entend passer à la vitesse supérieure. Après avoir rendu publique [la deuxième lettre adressée à Paul Biya](#) en l'espace d'une semaine, il a levé un pan de voile sur ce qui va suivre.

Robert Amsterdam compte clairement faire appliquer la Matgninsky Act, loi adoptée en 2012 par Barack Obama qui permet aux États Unis d'imposer des sanctions économiques contre les États accusés de violation des droits de l'homme et contre les individus identifiés comme acteurs dans les violations des droits de l'homme